



Écho de la colline

Les oppositions mitigées face à l'énoncé budgétaire

Date de publication :
09/01/2025 14:49



Zachary Sanche

Journaliste

Les oppositions réagissent de façon mitigée à l'énoncé budgétaire présenté jeudi. Installation de plusieurs postes de péage sur les routes, frais de scolarité doublés pour le collégial et un déficit de 11 milliards pour l'année 2024, autant

Sur le dossier du péage, le porte-parole de l'opposition officielle en matière de finance, Noah Duchaine, se dit en faveur du projet, mais « veut que ce soit le privé qui s'en occupe » pour éviter les déboires vécus avec la saga SAAQClic. Son homologue de l'Alliance Progrès Québec (APQ), Justin Cloutier, veut pour sa part que les coûts ne s'appliquent qu'aux véhicules individuels et épargnent le transport collectif et le covoiturage.

Sur le déficit, M. Duchaine, a déploré le manque de rigueur budgétaire du gouvernement et demande « d'éteindre la dette ». Il désire davantage de coupes réelles à la place des déplacements de fonds que propose le gouvernement.

Autre point qui fait consensus, la fin des subventions aux écoles privées religieuses a aussi été autant saluée par l'Union conservatrice du Québec (UCQ) que par l'APQ qui aurait cependant souhaité inclure dans ces coupes les écoles privées.

Sur la santé, le porte-parole de l'UCQ demande au gouvernement « plus de clarté, plus de cohésion », alors que ce dernier dit vouloir investir en santé mentale tout en augmentant les coûts d'admission au collégial de 241\$ à 500\$. « On a plus les psychiatres, on a plus les psychologues pour réinvestir dans cette santé-là », a-t-il répliqué.

L'APQ a pour sa part comparé l'augmentation des coûts au cégep au Printemps érable de 2012 en soulignant que ces établissements devraient être plus accessibles. « Comment on peut penser que c'est raisonnable de plus que doubler les frais de scolarité au collégial? », a réagi M. Cloutier.

Sur le dossier de l'énergie, l'APQ considère la facturation dynamique proposée par le gouvernement comme n'étant « pas raisonnable [...] pas pour le peuple ». Lorsque questionné sur la potentielle rupture de service que vise à éviter cette mesure, M. Cloutier dit vouloir trouver un « moyen vert » sans toutefois donner d'exemple.

La tâche n'est pas fini pour le gouvernement Lévesque qui n'a plus qu'une journée pour rallier les parlementaires aux différents travaux à venir pour conclure cette 31^e législature du Forum étudiant.